

Des conceptions de l'éducation et conceptions de l'action publique en mouvement : les projets éducatifs de Lyon et Barcelone.

Depuis le début des années 1990, certaines villes européennes se sont lancées dans des politiques éducatives locales, en partenariat avec les niveaux d'administration ayant compétence pour la scolarité obligatoire dans leur pays, des associations et des organisations présentes sur leur territoire. Deux aspects ambivalents de ces politiques seront discutés dans cette communication.

Le premier a trait à la manière dont ces politiques nouvelles font évoluer les frontières de l'éducation. Elles le font à l'évidence par le biais des jeux institutionnels qu'elles supposent, et qui s'apparentent à l'institutionnalisation d'une action devenue collective davantage qu'impulsée par les seuls services des municipalités en charge de l'éducation. Ces négociations permanentes redistribuent de manière informelle les cartes des compétences en éducation. Plus important encore, ces politiques font bouger les frontières en promouvant de nouvelles conceptions éducatives, n'ayant parfois pour elles que l'apparence de la nouveauté, puisqu'ayant pénétré l'école depuis plusieurs décennies. Pour analyser les changements institutionnels induits par ces politiques, on s'appuiera sur les auteurs ayant analysé les négociations entre différents niveaux d'action publique (Duran, Thoenig, 1996) et l'émergence d'une nouvelle gouvernance urbaine dans les villes européennes (Pasquier, Simoulin, Weisbein, 2013). Les analyses de Gilles Pinson sur les modes de travail en projet nous seront aussi précieuses (Pinson, 2009). Pour mieux comprendre les évolutions des codes pédagogiques et les modalités de leur pratique, on s'appuiera sur l'œuvre de Basil Bernstein, en particulier l'un de ses ouvrages les plus récents (Bernstein, 2007).

Mais, sans préjudice de ce qui précède, il nous semble que l'analyse, pour être complète, ne saurait faire l'économie d'un second temps. Trop souvent en effet, qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, ces politiques sont analysées dans les termes du changement. Il est vrai que les porteurs de ces politiques se prévalent, pour exister, d'une rhétorique de l'innovation, et que ce discours forme de fait, comme par effet de théorie, partie intégrante

de ces politiques. Mais, de la même manière que la contiguïté des espaces éducatifs ne dit rien de leur continuité, on ne saurait considérer que l'incantation suffit au renouveau. Ce serait escamoter la complexité de l'analyse du changement, institutionnel et pédagogique, esquissé dans la première partie. Surtout, ce serait faire sortir du champ de l'analyse tous les moments au cours desquels ces politiques ont peiné à susciter du changement, ont échoué dans la mobilisation collective pour rester à l'état de projet. Ce serait donc se priver d'une analyse des facteurs de réussite ou d'échec de ces politiques, entendus à l'aune de leur objectif premier et commun, soit la fédération d'une communauté éducative locale. C'est ce qu'on tentera de faire dans cette seconde partie.

Dans la lignée d'un travail de thèse de terrain, entrepris sous la direction de Gilles Pinson, politiste à l'IEP de Bordeaux, et de Daniel Frandji, sociologue de l'éducation à l'Ifé, deux villes européennes exemplifieront nos discussions, soit la ville de Barcelone en Catalogne et la ville de Lyon. Ce travail de terrain se constitue essentiellement d'entretiens réalisés avec des acteurs éducatifs locaux ou régionaux dans ces deux villes. Un travail de définition préalable de leur politique éducative s'imposera. Des termes identiques, comme celui de projet, peuvent en effet recouvrir, quand on place la focale au niveau transnational, des réalités bien différentes, cependant que des notions différentes peuvent désigner, par symétrie, des réalités similaires. Après avoir analysé la gouvernance de ces politiques dans les deux villes et les conceptions éducatives qu'elles promeuvent indirectement, on tentera d'isoler les facteurs qui ont conduit à la relative stagnation du projet éducatif de la ville de Barcelone, cependant que celui porté par la ville de Lyon parvenait davantage à fédérer une communauté éducative locale.

Bibliographie :

Bernstein, B. (2007). *Pédagogie, contrôle symbolique et identité*. Laval : Presses universitaires de Laval.

Pasquier R., Simoulin, V. et Weisbein J. (2013). *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*. Paris : LGDJ.

Pinson, G. (2009). *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Paris : Presses de Science Po.

Thoenig, J-C et Duran, P. (1996). L'Etat et la gestion publique territoriale. *Revue française de science politique*. 46e année, n°4, pp. 580-623.